

POINTS ESSENTIELS

Les agroforêts Krui

Une communauté menacée

Réforme novatrice

Leçons apprises et échange sud-sud

CRÉER des politiques et des institutions équitables et efficaces pour régulariser le régime foncier et le régime de propriété des arbres est une condition indispensable pour éradiquer la pauvreté et protéger l'environnement sous les tropiques humides.



H. de Foresta

Une forêt naturelle ? Non, un exemple d'une agroforêt complexe dominée par les arbres damar en pays Krui, à l'ouest de Lampung.

Les agroforêts Krui: Un modèle de gestion durable ancrée dans la communauté

Le système agroforestier développé par le peuple Krui du sud-ouest de Sumatra est un modèle de gestion productive et durable ancrée dans la communauté. L'Indonésie a fait un premier pas audacieux dans la voie de la réforme foncière—qui offre des leçons à d'autres pays confrontés aux mêmes possibilités de déléguer la gestion au niveau des communautés locales.

Le terroir des Krui dans la province de Lampung dans le sud-ouest de Sumatra est un brillant exemple d'une agroforêt productive et durable. Les Krui ont élaboré un système qui satisfait leurs besoins immédiats en nourriture et en espèces tout en leur offrant diverses sources de revenu à moyen et long termes.

Au fond des vallées, les Krui cultivent du riz, comme aliment de base, dans des parcelles irriguées en permanence. Par contre, dans les montagnes, ils cultivent une succession de plantes, ajoutées graduellement jusqu'à un paroxysme qui imite la forêt naturelle mature. La première année, ils défrichent la terre en coupant et en brûlant la végétation; après quoi, ils plantent du riz pluvial. Après la moisson du riz, ils cultivent le café, le poivrier et des arbres fruitiers, qui atteignent une taille moyenne et génèrent des revenus après environ cinq ans. En même temps, ils plantent des espèces ligneuses de grande taille, dont l'essence damar (*Shorea javanica*), une source de résine précieuse qui leur assure un revenu constant à long terme. Ces arbres atteignent la maturité après environ 15 ans, lorsque la canopée se referme et que les arbres et arbustes de taille moyenne deviennent improductifs. Le damar est saigné pour sa résine tout le long de sa vie

productive, puis il est coupé comme bois de grume lorsque ce cycle se termine au bout d'environ 70 ans. D'autres espèces peuvent aussi être coupées de temps en temps pour suppléer aux besoins financiers ou pour créer de l'espace pour le replantage, mais la couverture forestière n'est plus jamais détruite dans son entièreté.

En combinant des bénéfices environnementaux et économiques, le système Krui présente des avantages considérables par rapport à de nombreux autres systèmes qui remplacent ou exploitent la forêt naturelle.

Considérons d'abord les bénéfices environnementaux. Puisqu'il est question de brûler une seule fois, le système Krui minimise la pollution par la fumée, les émissions de carbone; et de ce fait, le réchauffement de la planète. Le système conserve la biodiversité aussi faunique que floristique. À titre d'exemple, des parcelles d'échantillonnage dans les agroforêts Krui contiennent approximativement 50 % du nombre total d'espèces d'oiseaux et de plantes trouvées sur une superficie semblable de forêt vierge; tandis que des parcelles échantillonnées dans les palmeraies—le système dans lequel la grande partie de la forêt vierge est reconvertie—en

contiennent typiquement moins de 5 %. Des scientifiques ont noté la présence d'une grande variété de mammifères dans les agroforêts damar, y compris 17 espèces protégées par la loi indonésienne.

Les densités démographiques des primates (macaques, singes des feuillages, gibbons et siamangs) observées dans les parcelles d'échantillonnage des agroforêts damar sont similaires à celles observées dans les forêts naturelles, et au moins 92 espèces d'oiseaux y ont été identifiées. Finalement, en régulant le débit des cours d'eau et en contrôlant l'érosion du sol, les agroforêts Krui aident à protéger et à rendre durable la productivité des cultures situées en aval. Économiquement, la caractéristique fondamentale du système Krui est sa capacité de réaliser un éventail d'activités productives au sein duquel les pauvres peuvent participer. Dans les agroforêts Krui, la résine de damar fournit un revenu mensuel régulier qui est augmenté par des revenus saisonniers provenant des arbres fruitiers tels que le duku et le dourian, alors que le paddy constitue la nourriture de

base. La diversité de ce type de système, avec sa faible dépendance vis à vis des intrants extérieurs, crée une stabilité économique qui est rare dans les sociétés pauvres. Des études menées par des scientifiques de l'ASB vers la fin des années 1990 ont montré que les agroforêts damar offraient des rendements sur le travail qui étaient deux fois supérieurs à la moyenne du taux des salaires ruraux à Sumatra. Mais les agroforêts gérées par les communautés offrent plus qu'un développement économique stable; elles dérivent aussi de la cohésion sociale et y contribuent, réduisant les pressions qui poussent à l'exode rural ou à la migration vers d'autres zones rurales.

Une communauté menacée

En 1991, le système Krui a été menacé; suite directe de la politique du gouvernement de l'Indonésie. Le gouvernement Suharto, qui avait une longue histoire d'appropriation des terres traditionnellement gérées pour les

transformer en propriétés publiques ou privées, déclara de larges zones d'agroforêts Krui comme « forêts domaniales, »—une classification autorisant l'exploitation du bois de grume suivie de la conversion en palmeraies. On a accordé à une compagnie forestière le droit de récolter près de 3 millions d'arbres—des arbres qui avaient été plantés par la population locale.

La réaction fut spectaculaire. Les Krui arrêtaient de planter l'essence damar et d'autres espèces ligneuses, affirmant qu'ils n'allaient pas se remettre à en planter tant qu'ils n'auraient pas la certitude de bénéficier de leur labeur. Tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du territoire Krui, émergea un tollé de désapprobation, dès que les activistes environnementalistes apprirent qu'un système réputé de par le monde comme modèle de gestion durable des forêts pouvait être perdu à tout jamais.

Réforme novatrice

En 1998, le gouvernement publia un nouveau décret qui renversa sa position. Ce décret, qui déclara le système Krui une forme unique d'utilisation des forêts, reconnut la légitimité des agroforêts gérées dans la province de Lampung et restaura les droits des Krui à récolter et à vendre du bois de grume et d'autres produits d'arbres qu'ils plantent. La responsabilité de la gestion des ressources forestières fut explicitement déléguée aux populations locales.

Ce décret est un instrument puissant pour restaurer la justice sociale et promouvoir un développement durable. À court terme, il profite à au moins 7 000 familles sur 32 000 hectares du terroir Krui reclassifié. Si ce système pilote est mené à bien, le principe de la gestion locale pourrait être étendu pour profiter à des centaines de milliers d'Indonésiens ruraux vivant en zones similaires. Les ONG indonésiennes ont identifié au moins 50 autres communautés à travers l'archipel qui ont développé des systèmes de production comparables au cas Krui, et sont de ce fait prêtes à reproduire cette approche à la réforme.

Bien que cette réforme novatrice n'ait eu aucun précédent sous l'Indonésie autocratique de Suharto, elle n'a pas vu le jour par hasard. Elle a été soigneusement préparée à travers un processus de dialogue et de consensus qui commença aussitôt après la menace de 1991 sur le terroir Krui. Un consortium d'instituts de recherche,

Relever le défi de la réforme

L'un des défis importants auquel fait face le Forestry Department de l'Indonésie est de repenser la signification—et par là-même les frontières—des Terres appartenant à l'État. À l'indépendance en 1946, le système foncier appliqué par les colonisateurs hollandais de l'Indonésie aux zones forestières fut adopté par le nouveau gouvernement national, sans ajustements visant à tenir compte de la gestion communautaire. Les Terres appartenant à l'État étaient, et sont encore, définies comme « la forêt localisée sur des terres sans aucun droit de propriété ». Dans la logique de cette définition, bien moins de terres devraient être incluses dans cette catégorie que les 70 % de la superficie des terres de l'Indonésie sur lesquels le Département revendique actuellement sa juridiction. La grande partie de ces terres est en fait une agroforêt et non une forêt. Et elle est habitée et utilisée par des millions de personnes dont les familles, pour la plupart, ont été là depuis des générations.

Le Département a démontré sa connaissance des injustices causées par le système foncier actuel. En 1998, il a invité un certain nombre d'ONG à participer à un groupe de travail dont le but était de délimiter des « enclaves communautaires » en zones forestières étatiques—situations similaires à celle des Krui où la gestion pouvait être déléguée aux institutions locales. Les ONG visent actuellement à faire reclassifier de grandes zones en se basant sur le fait que leur officialisation en « Terres appartenant à l'État » n'avait pas obéi aux procédures en vigueur, qui stipulent que les communautés locales doivent être tenues informées. D'autres mesures prises par le Département comprennent la publication des lignes directrices sur la résolution de conflits portant sur l'utilisation des terres et la promulgation de deux autres décrets. L'un de ces décrets reconnaît aux coopératives ou aux organisations communautaires le droit de gérer les forêts et de récolter des produits forestiers; et l'autre décret reconnaît les droits des groupes d'usagers traditionnels de la forêt.

d'ONG, d'agences gouvernementales et d'universités locales s'associa pour étudier le système Krui et documenter ses bénéfices environnementaux. En offrant un support scientifique crédible, le consortium fut à même d'apporter son soutien aux communautés locales dans leurs efforts pour se faire reconnaître par le gouvernement central, qui avait auparavant classifié leurs terres comme « vides ».

Ce processus de « mise en vedette des agroforêts Krui » fut suivi d'une phase plus intense de représentation et de négociation. Le consortium transmet les demandes des chefs de villages au gouvernement en vue d'un dialogue sur le statut de leur terroir, organisa des visites sur le terrain pour des hauts responsables du gouvernement et organisa des ateliers pour présenter les résultats de recherche et discuter de la question foncière. Tout au long de ces discussions, les populations locales exprimèrent—avec clarté et force—leur espoir d'être à même de transmettre les agroforêts damar aux « enfants de leurs enfants ». Ces activités furent l'objet d'un rapport détaillé soumis au ministre de la Forêt qui signa le décret 6 mois après l'atelier.

Sous le climat politique explosif de la nouvelle Indonésie, le résultat ultime du processus de réforme demeure incertain. Les réformistes pourraient bien être déjoués par une puissante alliance d'intérêts du secteur privé et de responsables gouvernementaux déterminés à étendre leurs fiefs personnels. Tant que la politique du dialogue continue, chercheurs et décideurs surveilleront de près le système pilote Krui, cherchant à en identifier des bénéfices et à y détecter tout problème imprévu. Ce qui s'y passe a le potentiel de faire le succès ou la ruine du processus de la réforme foncière de l'Indonésie.

Leçons apprises et potentiel d'échange sud-sud

Plusieurs leçons tirées de l'expérience Krui peuvent profiter à la communauté internationale. En premier lieu et ceci est la plus importante leçon, la réforme est possible. Le point de départ nécessaire est la reconnaissance, maintenant fort répandue dans les cercles gouvernementaux indonésiens, de l'échec des politiques passées. Faire les premiers pas dans la voie de la réforme requiert courage politique et leadership, mais les avantages peuvent vite



Femmes Krui transportant des produits de l'agroforêt damar

devenir évidents, déblayant le chemin pour de plus grandes avancées.

En second lieu, la réforme foncière a plus de chances d'avoir lieu lorsqu'il y a une pression locale pour le changement. Les chefs de villages Krui, les responsables gouvernementaux locaux et les ONG nationales jouèrent un rôle de premier plan dans les négociations qui conduisirent au décret de 1998. Ces groupes furent à même de parler avec conviction des mérites du système Krui documentés par la recherche—un autre ingrédient clé du succès (voir ci-dessous).

En troisième lieu, l'évidence scientifique réunie fut essentielle pour légitimer le système Krui aux yeux des forestiers professionnels et pour réfuter les arguments des intérêts déterminés à s'approprier les terres. Dans le cas Krui, les évaluations de la biodiversité, les études de sylviculture et

la cartographie participative ont joué un rôle de premier plan pour documenter les bénéfices environnementaux et sociaux du système. Cet appui scientifique non seulement prêta de la crédibilité au cas présenté par la communauté et ses défenseurs locaux, mais prêta aussi main forte aux réformistes du gouvernement central.

Finalement, des institutions locales fortes sont essentielles pour que la gestion soit déléguée localement avec succès. Dans le terroir Krui—tout comme dans les autres zones où la société demeure cohésive—des réseaux sociaux établis de longue date, des systèmes communs de croyance, des règles et normes y afférentes ont évolué et ont permis à la communauté de s'organiser elle-même et de prendre des décisions pour le bien commun. Contrairement aux migrants ou aux populations plus récemment établies, des communautés comme celle des

Au-delà du terroir Krui: les agroforêts d'hévéas des petites exploitations en Indonésie

Alors que les 32 000 hectares de l'agroforêt Krui protégés par décret gouvernemental représentent un symbole puissant, ils ne représentent qu'une fraction de la superficie totale des terres destinées à l'agroforesterie durable en Indonésie. À Sumatra seulement, environ 4 millions d'hectares de types variés d'agroforêts sont gérés par des populations locales sans aucune assistance extérieure.

Les plus étendues parmi ces petites exploitations agroforestières sont les systèmes basés sur l'hévéa, encore appelé le caoutchouc de « la jungle » à cause des espèces ligneuses sauvages qui grandissent parmi les hévéas. Une population estimée à 7 millions de personnes, à Sumatra et à Kalimantan, gagne sa vie grâce aux agroforêts d'hévéas qui couvrent environ 2,5 millions d'hectares dans ces provinces. Dans l'ensemble, les agroforêts de l'Indonésie produisent au moins 70 % du caoutchouc du pays.

Krui peuvent s'inspirer de ces traditions locales profondément enracinées pour les aider à faire face aux inévitables conflits qui émergent lorsqu'on gère des ressources naturelles.

L'expérience de l'Indonésie dans la reclassification du terroir Krui est pertinente pour d'autres pays faisant face à des conflits sur l'utilisation des terres, en zones forestières ou en zones précédemment forestières. Parmi ceux-ci figure le Cameroun, où une longue histoire d'incompréhension et de conflit entre les populations locales et les gouvernements successifs ont compromis la nature de la propriété collective et commune des terres en forêt. Alors que les terres forestières au Cameroun ont traditionnellement appartenu aux clans ou aux unités familiales dans les terroirs, une série de lois gouvernementales ont tendu à transférer cette forme communautaire de propriété foncière entre les mains des intérêts privés ou publics. Une multitude de questions critiques sur ce changement au Cameroun—y compris

des conflits d'intérêt relatifs à l'exploitation du bois de grume et au développement agroindustriel, la sauvegarde des zones protégées contre les empiètements humains et la conservation des ressources naturelles—présentent toutes une forte ressemblance avec le cas indonésien.

Les coûts liés au manque de reconnaissance des droits fonciers des communautés locales sont élevés. Ils se traduisent dans l'écart croissant entre riches et pauvres, la croissance de la migration, les conflits violents au sujet des terres, les taux élevés de la déforestation, la perte de la biodiversité, la dévastation des ressources du sol et des eaux, la pollution extensive par la fumée et l'augmentation du réchauffement de la planète. Si les problèmes environnementaux et sociaux qui accablent les basses terres humides tropicales doivent être résolus, la réforme foncière n'est pas un supplément facultatif; mais bien une nécessité indispensable.

Pour plus d'informations:

- Bouamrane, M (1996). A season of gold: Putting value on harvests from Indonesian agroforests. *Agroforestry Today* 8 (1): 8-10.
- de Foresta, H and Michon, G (1994). Agroforestry in Sumatra: Where ecology meets economy. *Agroforestry Today* 6 (4): 12-13.
- Fay, C, de Foresta, H, Sirait, M, and Tomich, TP (1998). A policy breakthrough for Indonesian for Indonesian farmers in the Krui damar agroforest. *Agroforestry Today* 10 (2): 25-26.
- ICRAF/ORSTOM/CIRAD-CP/Ford-Foundation. "Agroforests: Examples from Indonesia." Bogor, Indonesia.
- LATIN (1995). "Strengthening Community-Based Damar Agroforestry Management as a Natural Buffer of Bukit Barisan Selatan National Park, Lampung, Indonesia." LATIN, Bogor, Indonesia.
- Lodoen, D (1998). Cameroon cocoa agroforests: Planting hope for smallholder farmers. *Agroforestry Today* 10 (4): 3-6.
- Michon, G, de Foresta, H, Kusworo, A, and Levang, P (1998). The damar agroforest of Krui, Indonesia: Justice for smallholder farmers. In: Zerner, C (ed), *People, Plants and Justice*. Columbia University Press, Columbia, USA.
- Otsuka, K, Suyanto, S, Sonobe, T and Tomich, TP (2001). Evolution of land tenure institutions and development of agroforestry: Evidence from customary land areas of Sumatra. *Agricultural Economics* 25: 85-101.
- Suyanto, S and K Otsuka (2001). From deforestation to development of agroforests in customary land tenure areas of Sumatra. *Asian Economic Journal* 15 (1):1-17.
- Thiollay, JM (1995). The role of traditional agroforests in the conservation of rain forest bird diversity in Sumatra. *Conservation Biology* 9 (2): 335-353.
- Torquebiau, E (1984). Man-made dipterocarp forest in Sumatra. *Agroforestry Systems* 2:103-128.
- Des photos des agroforêts Krui sont disponibles sur le site Web de l'ICRAF Asie du sud-est: <http://www.icraf.cgiar.org/sea/Training/Materials/slideseries/1ComAFSlides/compAF-2001.htm>

Contactez-nous à:
ASB Programme, ICRAF
B.P. 30677, Nairobi, Kenya

Tél. : +254 20 7224000 ou + 1 650 833 6645
Fax: +254 20 7224001 ou + 1 650 833 6646
Site Web: <http://www.asb.cgiar.org>
Courriel: asb@cgiar.org

Prière de nous envoyer le nom et l'adresse de tout collègue qui, selon vous, devrait être ajouté à notre liste d'adresses.



Ce dossier est élaboré avec les contributions de Djameludin Suryohadikusumo, ancien ministre indonésien de la foresterie; Jean Tonye de l'IRAD; Hubert de Foresta; Geneviève Michon et Grégoire Vincent de l'IRD; Chimere Diaw de CIFOR; Suseno Budidarsono, Chip Fay, Jessa Lewis, Debra Lodoen, Martuat Sirait, Suyanto, Thomas Tomich et Meine van Noordwijk de l'ICRAF; et Jim Gockowski de l'IITA.

Avec le financement de l'Asian Development Bank et de la Ford Foundation.

L'ASB encourage la dissémination gratuite de ses publications pour toute reproduction sans but lucratif. Des extraits de ce document peuvent être cités ou reproduits gratuitement, à condition que leur source soit mentionnée.
© 2006 ASB.

Les *Dossiers de politiques* de l'ASB sont publiés par le programme des Alternatives à l'agriculture sur brûlis (ASB). La série a pour but d'offrir des textes pertinents et concis aux personnes dont les décisions ont un impact sur la réduction de la pauvreté et la protection de l'environnement en zones tropicales humides.

Éditeur de la série: Thomas Tomich • Éditrice associée: Jessa Lewis • Éditrice Française: Martine Ngobo • Rédacteur: Simon Chater, Green Ink Ltd
• Traduction française: TransEditing Inc, Ottawa, Canada • Layout: Joyce Kasyoki